

A son assemblée, le PLR serre les rangs en vue des élections fédérales de 2027

CAMPAGNE Les délégués du parti, réunis samedi à Genève, ont vivement débattu de l'initiative SSR. La formation a également réaffirmé ses priorités, mettant l'accent notamment sur la sécurité

FANNY SCUDERI

Des ballons roses et bleus frappés du sigle «PLR» percent le ciel gris genevois. Samedi, des libéraux-radicaux venus de toute la Suisse se sont retrouvés au Centre international de conférences, au cœur du quartier des Nations. Pour la section cantonale, organisatrice de l'assemblée des délégués, l'objectif était clair: mettre en valeur la Genève internationale auprès du reste du parti.

Sur scène, le président du PLR Genève, Pierre Nicollier, n'a pas manqué de rappeler que Genève est le premier canton contributeur à la péréquation financière et que le PLR y demeure la première force politique, avec 22% des sièges au Grand Conseil et de récents succès aux commu-

nales. Le message est lancé tandis que les contours de la campagne fédérale de 2027 commencent à se dessiner. Les dernières élections nationales ont d'ailleurs confirmé une implantation plus forte du PLR en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. L'assemblée des délégués était aussi la première dirigée par le nouveau tandem à la tête du PLR Suisse, Benjamin Mühlemann et Susanne Vincenz-Stauffacher.

Adoption d'une prise de position

Ces dernières décennies, le PLR a toutefois vu son électorat grignoté par l'UDC sur sa droite et par les Verts libéraux sur sa gauche. A Berne, il est désormais au coude-à-coude avec Le Centre, qui convoite son second siège au Conseil fédéral. «Le Centre veut plus de pouvoir et se rallie de plus en plus au groupe des assistés. Nous, nous voulons des solutions, pas des promesses populistes», a lancé Susanne Vincenz-Stauffacher. La conseillère nationale saint-galloise l'a assuré: «Nous ne voulons

pas d'un Conseil fédéral à majorité de gauche. Nous allons gagner les élections.»

Même si 2027 semble encore loin, le parti a tenu à réaffirmer ses priorités: le travail, les infrastructures et la sécurité. Une condition essentielle à la liberté, selon la coprésidente: «Sans sécurité, il n'y a pas de liberté. C'est un thème phare de notre campagne électorale.»

Dans cette optique, les délégués ont adopté une prise de position comprenant une dizaine de revendications, dont la suppression du sursis pour les crimes violents et sexuels ainsi qu'une hausse des effectifs de la police. Intitulé «Protégeons la population suisse!», le texte exige davantage de places de détention. La conseillère nationale Jacqueline de Quattro a défendu l'idée selon laquelle «la sécurité des citoyens devait redevenir une priorité» et a pointé des réseaux criminels qui utiliseraient «les mêmes méthodes qu'à Marseille». Le document aborde aussi la violence domestique ainsi que les débordements lors de mani-

festations. Le texte critique à la fois une gauche accusée d'affaiblir la police et l'UDC, dont l'initiative «sur la durabilité» mènerait, selon le PLR, à une sortie des accords de Schengen et de Dublin.

«Maintenir une offre de qualité»

A ses côtés, le conseiller d'Etat bernois Philippe Müller, a plaidé pour des contrôles plus rapides aux frontières. Il craint que le droit d'asile soit «dévoyé pour couvrir des activités criminelles». Dans ce domaine, le PLR défend davantage d'accords de réadmission, des procédures accélérées et la détention administrative des requérants d'asile auteurs d'infractions. Peu contesté, le texte a été largement soutenu.

Les débats ont en revanche été plus vifs autour de l'initiative visant à réduire la redevance SSR à 200 francs. Défendue par les Jeunes PLR et l'UDC, elle est présentée comme un allègement pour les ménages. Jonas Lüthy, président des Jeunes libéraux-radicaux, estime que 335 francs par

an, c'est beaucoup d'argent. Surtout quand on voit ce que la SSR en fait», critiquant certaines émissions de divertissement.

Dans le camp du non, la conseillère nationale Simone de Montmolin a rappelé le rôle démocratique et fédérateur de la SSR: «L'initiative impose le même mandat à la SSR, tout en réduisant son budget de moitié. Il sera impossible de maintenir une offre de qualité équivalente dans les quatre langues.» Alors que le conseiller national Marcel Dobler a fustigé «l'âme rouge-verte de 80% des salariés de la RTS», la conseillère d'Etat genevoise Nathalie Fontanet a rétorqué n'avoir jamais été exclue par la RTS durant ses vingt années de politique. Finalement, l'initiative «200 francs ça suffit» a été tout juste refusée par 137 voix contre 104 oui et 13 abstentions.

Sans surprise, le parti a aussi pris position contre l'initiative pour un fonds climat de la gauche et a soutenu l'imposition individuelle, deux objets soumis au vote du 8 mars. ■